

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2019)
Heft: 2251

Artikel: Big data vers plus d'États, quand les géants du numérique se prennent pour des puissances quasiment souveraines
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1020051>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'Union européenne a privilégié le développement de la concurrence comme un facteur clé de la réduction des coûts et de l'accroissement de la demande. Le transport aérien est révélateur de ce choix. La déréglementation du secteur a contribué à une baisse significative du prix des billets d'avion.

Pour les vols intra-européens, le prix pour le passager est

désormais d'environ 5 centimes d'euro pour un kilomètre, soit deux fois moins qu'un déplacement en train (10 centimes) et cinq fois moins qu'en automobile (environ 25 centimes). Il n'est donc pas surprenant que le nombre de passagers dans les aéroports ait augmenté beaucoup plus vite que le trafic automobile, qui lui-même progresse plus vite que le trafic ferroviaire.

Les politiques européennes de

transport placent beaucoup d'espoirs dans des solutions techniques. Pour réduire les émissions de CO₂, on veut améliorer les performances des véhicules et surtout changer de source d'énergie en misant sur les moteurs électriques et à hydrogène. Crozet doute que ces solutions puissent s'imposer rapidement et soient appropriées pour contribuer de manière significative à la transition écologique.

Big data vers plus d'Etats

Quand les géants du numérique se prennent pour des puissances quasiment souveraines

Yvette Jaggi - 21 juillet 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35246>

Evolution inéluctable: «*Les plateformes numériques se pensent comme de nouveaux Etats.*» Ainsi parle [Benoît Thieulin](#), ancien président du Conseil national français du numérique. Tout naturellement, les cinq Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft), qui maîtrisent la récolte et le traitement de milliards de données numériques circulant sur Internet, aspirent à valoriser le *big data* à des fins supérieures à celles du simple [capitalisme de plateforme](#).

En effet, l'utilisation des algorithmes et de leur puissance permet des analyses relativement subtiles et pratiquement instantanées, qui peuvent servir d'aide à la décision. Les domaines

d'application comptent parmi les plus délicats dans la vie civile: sélection de candidats à une formation, à un emploi, à une fonction électorale, à une prise d'assurance; décision concernant un investissement, une implantation, une modification de l'assortiment des produits et services offerts par l'entreprise.

A l'ère de la numérisation avancée, les choix en matière de politiques publiques n'échappent pas à ce mode de traitement accéléré, apparemment objectif, visant en priorité l'optimisation et la sécurisation des existences des personnes et de la société.

En matière de gestion des affaires publiques, les Gafam se montrent particulièrement

actives dans la démonstration de leur utilité. Y compris en Suisse, discrètement, où trois seulement de ces cinq plateformes figurent parmi les [180 sociétés](#) ayant réalisé un chiffre d'affaires estimé supérieur au milliard de francs.

Google, d'Alphabet à la ville connectée

Google Suisse, constituée en une modeste société à responsabilité limitée occupant quelque 2'200 salariés et faisant un chiffre d'affaires estimé à 1,9 milliard de francs, réunit divers services (plateforme vidéo YouTube, Gmail, Google Docs, etc) et comprend le puissant moteur de recherche, pourvoyeur de données et de recettes

publicitaires utilisées au sein du puissant groupe californien [Alphabet Inc.](#) Ce dernier, créé en 2015, coiffe un ensemble de sociétés inégalement rentables, s'occupant notamment de domotique et d'objets connectés, de santé et de lutte contre le vieillissement ainsi que de divers autres «*paris risqués*».

Parmi ceux-ci figurent les villes connectées. Première *smart city* version Google: [Toronto](#), rien moins que la métropole économique canadienne. Il faut dire que Google Maps assure une couverture cartographique des villes et cités du monde entier. Au point que Euan Mills, directeur de l'agence [Future Cities Catapult](#) à Londres assure que «*Google en sait davantage sur nos rues principales que le chef de notre département de planification urbaine*».

En raison de l'importance de son moteur de recherche (plus de trois milliards de requêtes par jour dans le monde!) et vu son degré de diversification, le groupe Alphabet devrait, selon divers avis concordants, subir un véritable [démantèlement](#) – ou à tout le moins une rupture entre le fournisseur de données et les dizaines de filiales qui travaillent sur ce «*very big data*». On n'en est pas encore là, en tout cas pas en Europe où l'accord sur une véritable politique industrielle semble bien lointain.

Apple, direction formation

Avec son chiffre d'affaires estimé à 3,7 milliards de francs

en Suisse et son réseau de vente occupant quelque 600 personnes, Apple tient une place importante non seulement dans les secteurs de la presse, du graphisme et de l'architecture, mais aussi dans les écoles de tous niveaux, particulièrement en Suisse romande.

Si le matériel à l'effigie de la pomme fait référence, son Apple Store contient des articles peu recommandables. A commencer par le logiciel de manipulation de photo [FaceApp](#), qui permet de rajeunir ou de vieillir le portrait de personnalités connues – également disponible dans Google Play Store.

Facebook, le risque infus

A coup sûr, Facebook porte la marque du risque: ni les utilisateurs du plus fréquenté des réseaux sociaux ni les gérants de cette immense banque de données personnelles ne font montre de l'indispensable prudence en telle matière. L'utilisation induite de millions de profils d'utilisateurs par [Cambridge Analytica](#) l'an dernier et le récent projet de lancement d'une monnaie aussi virtuelle qu'universelle, la «*libra*», témoignent d'une égale irréflexion.

Tandis que les cryptomonnaies, bitcoin en tête, ont provoqué moins d'inquiétude réelle que de mouvements erratiques en bourse, la libra suscite l'incompréhension et l'effroi dans les conseils des banques centrales ([BNS](#) comprise) et

des grandes institutions financières internationales, telle la Banque des règlements Internationaux ([BRI](#)). S'ajoute à cette réprobation générale le fait – particulièrement mal ressenti aux USA – que la quasi devise livrée par Facebook se retrouverait en Suisse, dans le cryptomonnaie et enviable canton de Zoug. Insupportable atteinte au sérieux helvétique tout entier.

Reste à mentionner une autre initiative relativement audacieuse quant au fond mais plus timide dans son éventuelle mise en œuvre en Suisse, venue directement de la Silicon Valley à fin juin dernier: l'initiative [Ad Library](#), visant une meilleure transparence dans les opérations menées en vue d'élections nationales agendées pour 2019 dans quatre pays – Ukraine, Singapour, Argentine et Canada.

Le cas échéant, une version atténuée s'appliquerait ultérieurement en Suisse, qui permettrait aux partis de garder le contrôle des opérations, financières notamment.

Amazon: offre élargie, clientèle fidélisée et tunnel pas cofinancé

Amazon, c'est le triomphe de la vente en ligne, tous produits confondus, et d'une logistique, offrant des délais et des conditions de livraison imbattables. C'est aussi la préférence à la fidélisation de la clientèle plutôt qu'à l'aménagement de coûteux

méga-entrepôts.

Le financement des infrastructures et les services postaux nécessaires à la maison de vente par correspondance de la nouvelle génération ne sont pas attendus de l'Etat, mais payés par de futurs utilisateurs.

A cet égard, le projet Cargo Sous Terrain ([DP2250](#)), dans lequel la Confédération a d'emblée annoncé qu'elle ne mettrait pas un sou, devrait trouver dans le secteur privé, usagers compris, les 33 milliards qu'il faudrait à terme engouffrer dans le sous-sol des grands axes de la croix ferroviaire centrée à Olten.

Etant entendu que seules les entreprises domiciliées en Suisse ont le droit d'investir dans ce coûteux projet, ce qui n'est pas (encore?) le cas du très gros utilisateur potentiel appelé Amazon.

Microsoft: contrats-cadre pour l'enseignement et concurrence à l'œuvre

Dans les établissements publics d'enseignement, la numérisation progresse en Suisse aussi, où le fédéralisme n'a pas empêché la recherche de solutions communes à l'échelle du pays.

L'agence spécialisée [educa.ch](#) remplit les mandats de prestation que lui confient les cantons (via la Conférence des directeurs de l'instruction publique) et la Confédération, par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation. Elle négocie des [contrats-cadre](#) avec des fournisseurs privés, avec Microsoft notamment, dont la teneur actuelle remonte à 2017. L'exécution de ces contrats doit contribuer pour une part significative au chiffre d'affaire annuel de Microsoft Suisse estimé à 1,2 milliard de francs.

Il n'y a pas d'arrangement aussi formel avec Apple, qui fournit pourtant passablement de matériel et dont le système d'exploitation IOS tourne avec les logiciels Microsoft.

Quant à Google, il apprécie de pouvoir s'infiltrer dans les classes où G Suite «pompe» un maximum d'informations sur les motivations, les comportements et les préférences des élèves. Un [profilage prometteur](#) que l'agence educa voudrait bien empêcher, mais elle ne parvient pas à conclure les négociations en cours depuis des années.

Gafam sous pression mutuelle et réglementaire

Les cas de concurrence entre géants du numérique ne sont pas rares. Ces derniers pratiquent activement la désunion, alors qu'ils auraient évidemment intérêt à faire résistance commune contre l'autorité réglementaire.

Comme le relève avec pertinence [Alexandre Piquard](#) dans sa chronique sur l'économie numérique dans *Le Monde*, «le paradoxe est que, au moment où ils cherchent à se distinguer, ces groupes font de plus en plus d'incursions sur leurs marchés respectifs». Tous sont concurrents dans l'intelligence artificielle et les assistants vocaux. Amazon se lance à son tour dans la publicité en ligne, Apple dans les services. Google et Amazon rivalisent dans l'informatique en nuage ainsi que dans le très lucratif secteur de la santé.

D'ici à consacrer tout un [dossier](#) au «vent qui tourne pour les Gafa», il y a un grand pas qu'*Alternatives Economiques* n'hésite pas à franchir, prenant sans doute son désir pour une réalité sans voir que celle-ci peine à s'instaurer. La bande des quatre plus un n'a pas dit son dernier paquet d'algorithmes.